

LA PRESIDENTE  
N° 50 CL/ML

Paris, 18 mai 2016.

Objet: Lettre d'adhésion au Global Compact des Nations Unies

Honorable Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous confirmer que la **Commission nationale consultative des droits de l'homme**, Institution nationale de promotion et de protection des droits de l'homme (INDH), accréditée de statut A, soutient les dix principes du Global Compact des Nations Unies concernant le respect des droits de l'Homme, des normes internationales du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Par cette lettre, nous exprimons notre volonté de soutenir le Global Compact dans la promotion de ces principes, et allons faire une déclaration publique de cet engagement à nos parties prenantes et au public au sens large. Cette déclaration, animée d'une volonté de promotion de ces principes, rejoint ainsi notre mission de sensibilisation du public et d'éducation aux droits humains.

.../...

Secretary General Ban Ki-Moon  
United Nations Headquarter  
405 East 42nd Street  
New York, NY 10017 USA

Nous nous engageons également auprès du Global Compact des Nations Unies à participer de la manière suivante :

- Transmettre l'ensemble des textes produits par la CNCDH ayant trait au thème « Entreprises et droits de l'homme » et aux Objectifs du développement durable (avis, déclarations, études, supports pédagogiques...);
- Promouvoir les principes et les actions du Global Compact au sein des différents réseaux auxquels participe la CNCDH en tant qu'Institution nationale des droits de l'homme accréditée, et en particulier le réseau international des INDH (GANHRI), le réseau européen des INDH (ENNHRI), le réseau francophone des INDH (AFCNDH) ;
- Accentuer notre interaction sur les thématiques traitées par le Global Compact avec les organes pertinents des Nations unies, de l'OCDE, du Conseil de l'Europe, de l'OSCE, et de l'Union européenne et de l'Organisation internationale de la Francophonie ;
- Participer activement au Club Droits Humains, compte tenu de notre expertise étendue sur ce sujet depuis près de 70 ans et de l'approche par les droits de l'homme que nous portons ;
- Relayer à l'attention du grand public les activités du Global Compact, etc.

Nous convenons que l'une des obligations qui conditionne notre participation au Global Compact est la publication d'une Communication sur l'Engagement (COE), décrivant les efforts de notre organisation pour soutenir la mise en œuvre des 10 principes et de s'engager auprès du Global Compact. Nous soutenons la responsabilité publique et la transparence, par conséquent nous nous engageons à publier nos progrès dans un délai de *deux ans* maximum à compter de notre date d'adhésion, et par la suite tous les *deux ans*, en conformité avec les directives pour les Communications sur l'Engagement du Global Compact.

Je vous prie de croire, Honorable Secrétaire Général, à l'expression de ma haute considération.



**Christine Lazerges**